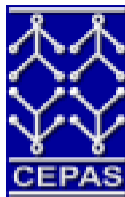




**7^{ème} CONGRES DE L'UNION MONDIALE
DES ANCIEN(NE)S ELEVES
DE LA COMPAGNIE DE JESUS**



ABAJ, BUJUMBURA, 22-27 JUILLET 2009

**TEM OINS DE L'ESPERANCE
POUR UNE MEILLEURE AFRIQUE**

**LES ENJEUX DE LA PAIX ET DU DEVELOPPEMENT
DANS LA REGION DES GRANDS LACS**

POUR UNE BONNE GOUVERNANCE DANS LA REGION DES GRANDS-LACS

MUHIGIRWA R. Ferdinand, s.j., Directeur du CEPAS

INTRODUCTION

1. Pas de développement sans paix. « Le chemin de la paix passe par le développement » (Paul VI, *P.P.*, 83).

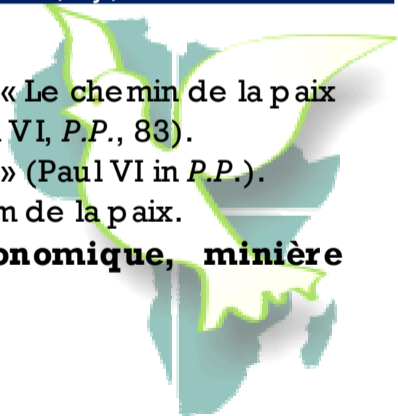
2. « Développement humain intégral » (Paul VI in *P.P.*).

3. Bonne gouvernance : nouveau nom de la paix.

Gouvernance politique, économique, minière et juridique.

Etat des lieux

Recommandations



GOVERNANCE POLITIQUE

ETAT DES LIEUX

- ❑ Espace de dialogue, de confiance, de co-responsabilité, de co-gestion entre les gouvernants et les gouvernés.
- ❑ Crise et instabilité politique entre les 3 Etats les conflits, les guerres internes et extérieures.
- ❑ Interdépendance géopolitique entre la RDC, le Burundi et le Rwanda.



- ❑ Situation humanitaire dramatique en RDC avec des millions des réfugiés et des déplacées.
- ❑ Fragilité de l'Etat de droit et de la démocratie, manque d'alternance politique
- ❑ Manque de contrôle du pouvoir par le souverain primaire.



RECOMMANDATIONS GOUVERNANCE POLITIQUE

**« L'Afrique n'a besoin d'hommes forts mais elle a besoin d'institutions fortes »
Barack OBAMA (Accra, 11 juillet 2009).**

- ❑ Initier le dialogue sur la vision de l'homme, de la société et des Etats que nous voulons bâtir ensemble pour un mieux-vivre ensemble.
- ❑ Consolider la paix, la sécurité, promouvoir l'alternance politique, la justice et la réconciliation au niveau national et régional.
- ❑ Renforcer les institutions démocratiques (présidence, parlement, gouvernement, cours et tribunaux) pour « une gouvernance institutionnelle ».
- ❑ Promouvoir la gouvernance locale/collective, la démocratie participative et le contrôle du souverain primaire.



❑ Promouvoir les Etats de droit à travers la mise en place, au sein de la CEPGL, d'un centre de promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance, des droits humains et de l'éducation civique.

❑ Lutter contre la corruption par la prévention, la détection, la répression, la formation aux valeurs du bien commun, de justice, de transparence, d'honnêteté et de dignité humaine



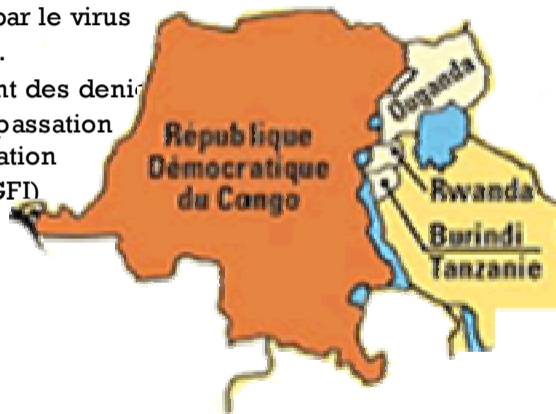
GOVERNANCE ECONOMIQUE

ETAT DES LIEUX

- ❑ La mauvaise gouvernance est à la base du sous-développement (pauvreté, maladies, chômage,
- ❑ Dans le contrat de gouvernance de la RDC, la gouvernance économique est un des facteurs clé du développement
- ❑ Interdépendance économique dans la région des Grands Lacs :
éducation, santé, transport, énergie.



- ❑ Le commerce est exercé sur une base informelle
- ❑ Les activités commerciales des services de l'Etat et des opérateurs économiques sont atteintes par le virus par la fraude et la corruption.
- ❑ Evasion fiscale, détournement des deniers publics, irrégularité dans la passation des marchés publics, exportation des flux financiers illicites (GFI)



RECOMMANDATIONS GOUVERNANCE ECONOMIQUE

- ❑ Promouvoir une économie qui permette à la population d'avoir accès à l'éducation, à l'eau, à l'alimentation, à l'électricité, aux soins de santé, aux infrastructures (Cf. ODM).
- ❑ Adopter, au niveau de chaque Etat, des mesures incitatives pour favoriser l'éducation, l'agriculture, la santé,... et pour un meilleur partenariat public/privé.
- ❑ Appliquer les lois et les stratégies de lutte contre la corruption.
- ❑ Développer des infrastructures économiques (routes, ponts, chemins de fer, etc)
- ❑ Favoriser un commerce transfrontalier transparent par la promotion de projets économiques de la CEPGL tels que : le projet d'électricité Ruzizi I et II, le projet d'exploitation du gaz méthane du lac Kivu(RDC/Rwanda), le projet d'exploitation du pétrole du lac Albert (RDC/Uganda).



- ❑ Supprimer les formalités non tarifaires (visa, passeport, etc.) et tarifaires (douane) pour la circulation des biens et services.
- ❑ Rendre opérationnelle la banque de développement de la CEPGL.
- ❑ « Aider au développement de la responsabilité sociale des entreprises et à des initiatives de développement économique des pauvres » (C.G. 35, d.3, n.28).



GOVERNANCE MINIERE

ETAT DES LIEUX

- ❑ Pillage et exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC (Rapport Lutundula, UN Report 2002-2003, Rapport sur les 12 contrats, UN Report December 2008, Rapport de la commission de revisitation sur les contrats miniers 2009).



Au plan national :

- ❑ Les ressources minières de l'Est de la RDC sont devenues la principale source de financement des groupes armés.
- ❑ « Les mines, bois, forêts sont devenus la cause de notre malheur » (Evêques de la RDC, CENCO, juillet 2007).

Au plan continental :

- ❑ 1^{ère} guerre mondiale africaine (1998) :
guerre économique liée à l'exploitation
des ressources minières de la RDC.

Au plan international :

- ❑ « Les ressources naturelles des
pauvres sont fréquemment
exploitées par des
intérêts transnationaux... »
(C.G. 35, d.3, n.26)
- ❑ La course effrénée aux
sources d'énergie et
autres ressources porte
atteinte à l'environnement
(terre, air, eau)



RECOMMANDATIONS GOUVERNANCE MINIERE

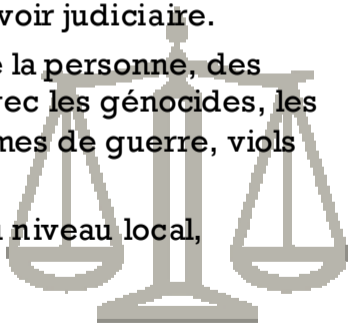
- ❑ Mettre sur pied des instruments nationaux et internationaux de traçabilité dans le commerce transfrontalier (US Bill in Congo Conflicts Mineral Act, avril 2009).
- ❑ Procéder à la certification du cuivre, de l'or et du coltan selon le modèle du processus de Kimberley.
- ❑ Faire du plaidoyer au niveau national, régional, continental et international en renforçant le network entre la société civile, les Eglises et les centres de recherche.
- ❑ Lutter contre l'exploitation illégale des minéraux et promouvoir la responsabilité sociale des entreprises.
- ❑ Mettre en application les mécanismes de l'Initiative de Transparence pour les Industries Extractives (ITIE) dans les pays de la CEPGL.



GOVERNANCE JURIDIQUE

ETAT DES LIEUX

- ❑ Manque d'indépendance du pouvoir judiciaire.
- ❑ Violations flagrante des droits de la personne, des droits économiques et sociaux avec les génocides, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, viols comme armes de guerres...)
- ❑ Culture et règne de l'impunité au niveau local, national et régional.



RECOMMANDATIONS GOUVERNANCE JURIDIQUE

- ❑ Assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire.
- ❑ Renforcer la gouvernance locale en formant les peuples aux droits politiques, économiques et sociaux.
- ❑ Poursuivre la formation civique et politique par les Eglises et la société civile.
- ❑ Réhabiliter la justice au niveau local, national et régional pour lutter contre l'impunité et réconcilier les peuples.



- ❑ Entreprendre des réformes du système judiciaire en vue de promouvoir une justice indépendante.
- ❑ Entreprendre ou intensifier la lutte contre l'impunité
- ❑ Renforcer les capacités des églises et des Organisations de la Société Civile dans le respect et l'application de la loi.



GOUVERNANCE
POLITIQUE

3 PILLIERS DU
DEVELOPPEMEN
T

GOUVERNANCE
ECONOMIQUE/
MINIERE

GOUVERNANCE
JURIDIQUE

QUE DEVONS-NOUS FAIRE POUR UNE MEILLEURE AFRIQUE?

- ❑ « Les associations d'anciens et d'anciennes élèves, méritent notre accompagnement spirituel ainsi que notre soutien dans leur service apostolique » (C.G. 35, d.6, n. 28).
- ❑ C.G. 35, p. 141 : - confirmation de l'Afrique comme est une des préférences apostoliques de la Compagnie de Jésus; - « offrir une meilleure image du continent ».
- ❑ - Des initiatives à visée politique (advocacy) des déplacements forcés de population (JRS). 3 Jesam advocacy priorities.
- ❑ - Des initiatives à visée économique et sociale pour l'exploitation des ressources naturelles (CEPAS, CEFOD, JCTR, Hakimani).

QUESTIONS POUR LES ECHANGES EN GROUPES

1. Quelles sont les initiatives ou les actions que les ancien(ne)s élèves de la Région des Grands Lacs peuvent prendre en collaboration avec les autres associations pour
 - a. consolider la paix et la sécurité dans la Région?
 - b. promouvoir un des piliers de la bonne gouvernance.
2. Comment les jésuites entendent soutenir et accompagner au niveau local, régional et international les Associations des Ancien(nes) élèves de la Compagnie? (Cf. C.G. 35, d.6, n. 29). **ETRE AUJOURD'HUI TEMOINS DE L'ESPERANCE POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT AMDC**

BIBLIOGRAPHIE

- ❑ Pole Institute - Atelier : « ressources, frontières et gouvernance », Hôtel Ihusi, Goma, 16-17 avril 2008 - <http://www.pole-institute.org/documents>
- ❑ Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL) - Le rétablissement de la justice et l'essor d'un Etat de droit en République Démocratique du Congo - <http://www.grandslacs.net/doc/3644.pdf>
- ❑ Assemblée Parlementaire Paritaire ACP-U - http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents
- ❑ Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs - Programme d'Action Régionale pour la promotion de la Démocratie et de la Bonne Gouvernance (août 2006) - <http://www.cirgl.org/documents-fr/bonne-governance/programme.pdf>

- ❑ Violations des Droits de l'Homme au Rwanda : Mise en œuvre du pacte international Relatif aux droits civils et politiques, Note d'information de l'Organisation Mondiale contre la Torture, OMCT (octobre 2006) - http://omct.org/pdf/procedures/2006/88th_hrc_committee/note_info_hrc_rwanda_fr.pdf
- ❑ RODHECIC - Violation massive des droits de l'homme au Sud-Kivu - <http://www.grandslacs.net/doc/2716.pdf>
- ❑ Conseil de sécurité des Nations-Unies - Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo - Décembre 2008.
- ❑ Fidèle TSHINGOMBE Mulubay, La promotion de la bonne gouvernance dans le Programme du Gouvernement de la RD Congo (2007-2011) in *Revue Congo-Afrique*, mars 2008, p. 177.

Muhigirwa Rusembuka Ferdinand SJ
Directeur du Centre d'Etudes pour l'Action Sociale,
CEPAS

